

**Longtemps attendue, l'interdiction de l'importation
des déchets dangereux vers les pays en développement
devient aujourd'hui une loi.**

<https://www.ban.org/news/2019/12/5/long-awaited-global-ban-on-exporting-hazardous-waste-to-developing-countries-becomes-law-today> (voir les illustrations dans ce lien)

Seattle, 5 décembre 2019

L'Amendement Basel (de Bâle) interdisant le trafic transfrontière des déchets dangereux et de leur dépôt, adopté par les membres de la Convention de Bâle en 1995 est désormais une loi internationale. Le texte, ratifié à ce jour par 98 pays et tout récemment par le Costa Rica, interdit l'importation de déchets dangereux vers d'autres pays par les états membres de l'Union Européenne, l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE) et le Liechtenstein. Cet accord devient aujourd'hui un nouvel article (4a) de la Convention de Bâle.

Les nombreux pays et organisations, dont Greenpeace et le Basel Action Network, peuvent se féliciter de leur opiniâtreté. Compte tenu du flot persistant d'exportations de déchets électroniques toxiques, de matières plastiques et de vieilles carcasses de bateaux en provenance d'Amérique du Nord et de pays européens vers des sites d'opérations hautement polluantes en Asie et en Afrique, on considère cette interdiction aussi pertinente qu'elle l'était il y a 30 ans, quand des bateaux chargés de barils de déchets déversaient leur cargaison toxique sur les plages d'Afrique et d'Amérique Latine.

« L'amendement 4a marque une avancée de portée mondiale vers une justice environnementale pour la planète. Il légifère courageusement contre un marché libre de ses coûts et de ses dégâts, » déclare Jim Puckett, qui œuvrait depuis trente ans pour cette interdiction et dirige désormais le Basel Action Network depuis Washington.

Puckett prévient toutefois que malgré la promulgation de cet amendement, des industries puissantes – en l'occurrence, celles de l'électricité, de l'électronique et du transport maritime – après l'avoir combattu sans succès, s'efforcent maintenant d'en faire modifier le contenu pour que leurs produits (déchets électroniques et vieux bateaux) échappent à l'interdiction.

« Sans vergogne, des entreprises d'électronique comme HP, Dell et Apple font du lobbying pour que la Convention de Bâle désigne les produits électroniques hors service comme des 'non déchets' et donc non visés par l'amendement pour peu que quelqu'un les déclare 'susceptibles d'être réparés' » dit Jim Puckett. *« De même, l'industrie du transport maritime a protesté à grands cris en créant sa propre Convention de Hong Kong afin que les vieux bateaux toxiques et hors d'usage puissent finir sur des plages du continent asiatique. »*

Signalons en outre, dans la liste des pays ayant ratifié l'amendement, l'absence de pays comme les Etats Unis, le Canada, le Japon, l'Australie, la Nouvelle Zélande, la Corée du Sud, la Russie, l'Inde, le Brésil et le Mexique. Les Etats Unis, pays qui produit la plus grande quantité de déchets par habitant, n'ont même pas ratifié la Convention de Bâle, tout en s'opposant activement au décret d'interdiction 4a.

« Il est inexcusable pour quelque pays que ce soit d'utiliser des pays plus pauvres comme des décharges commodes pour ses déchets. Et il est encore plus odieux de le faire au nom du recyclage ou de l'économie circulaire, » dit encore Puckett. *« Avec un amendement qui interdit ces pratiques, nous espérons et nous exigeons que tous les pays qui ne l'ont pas encore ratifié réfléchissent à ce que signifie le fait de devenir des leaders à l'échelle planétaire en ces temps de mondialisation. »*

Pour plus d'information, voir The Guide of the Ban Amendment et les liens :

Related Links

- [Business Green - Law to end "toxic colonialism" comes into force](#)
- <https://treaties.un.org/doc/Publication/CN/2019/CN.420.2019-Eng.pdf>
- [Down to Earth - Basel Ban Amendment becomes law](#)

Et prendre contact avec :

Jim Puckett, Executive Director
Basel Action Network (e-mail: jpuckett@ban.org)

A propos de Basel Action Network.

Fondé aux Etats Unis en 1997, le réseau Basel Action Network est une ONG basée à Seattle et la seule organisation mondiale consacrée à l'établissement d'une justice environnementale et à la lutte contre l'absurdité du trafic des déchets et son impact catastrophique. BAN sert désormais d'agence d'information pour les journalistes, les chercheurs et le public en général sur la question du trafic de déchets. Par ses enquêtes, BAN a fait connaître la tragédie que constitue le dépôt de déchets électroniques dangereux dans les pays en voie de développement.

(légendes des clichés)

1 Jeune garçon dans une décharge pleine de composés électroniques non réparables importés d'Europe et d'Amérique du Nord pour être « réutilisés » à Lagos, au Nigeria.

2 Carcasses toxiques de bateaux hors d'usage échoués de nos jours sur les plages du Bangladesh, en violation de l'Amendement Basel. Copyright Greenpeace.

(traduit par Pierre Girard)

